



UNE COOPÉRATION RENFORCÉE

Le chef du Gouvernement de la Transition M. Saleh Kebzabo a rencontré l'équipe pays du système des Nations Unies, dirigée par la Coordonnatrice résidente Mme Violette Kakyomya. L'équipe a réitéré son engagement à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de la feuille de route de la transition.



Ce bulletin bimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:

-M. Pierre HONNORAT

Vice président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

Mme Violette Kakyomya,

Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Tchad et Coordinatrice Humanitaire

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication au Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

-Aristophane Ngargoune/UNHCR

-ADA Francois Xavier /OIM

-Adeline Tannone / OIM

-Fragkiska Megaloudi/ OCHA

-Augustin Zusanne/OCHA

-Donaig Le Du / UNICEF

-Jean Philippe Odinakachi/UNESCO

-Nassir Ousselat, Bouchoura/ONUSIDA

-Estelle Madjilem/FAO

-Adbel Aziz Ahamdan/ UNFPA

-Eric Djepatarlemgoto / UNFPA

-Eloge Mbaihondoum / PAM

-Amadou BARAZE / PAM

-DIADHIOU, Ndéye Coumba / OMS

-Naissem Jonas / OMS

-Alvine Teufack Temfack / OHCHR

-Laguerre Nadissengar / OHCHR

-Valery Wadja / PNUD

-Aristide Dingamdoum / PNUD

EDITORIAL: Les Inondations ont touché plus d'un million de personnes au Tchad

Chers lecteurs,

En 2022, le Tchad a connu les plus fortes précipitations jamais enregistrées depuis le début des années 1960, ce qui a déclenché une crise environnementale et humanitaire, conduisant le gouvernement tchadien à déclarer l'état d'urgence le 19 octobre 2022.

Sur les 23 provinces du pays, 19 ont été impactées par ce phénomène, qui est notamment dû au réchauffement climatique. Parmi les conséquences de ces inondations qui ont affecté environ 1,4 millions de personnes, il a été rapporté la destruction de plus de 350 000 hectares des cultures soit 30% de terre emblavées, 200 000 têtes de bétails, la destruction de 80 000 maisons d'habitations et un nombre important d'écoles, de centres de santé et d'infrastructures d'utilité publique.

Ces chiffres ont largement dépassé ceux de 2021, lorsque les inondations avaient touché plus de 250 000 personnes à travers le pays et ont détruit plus de 80 000 hectares de cultures et occasionné des pertes de 6 000 têtes de bétail.

La ville de N'Djamena a été affectée par la montée du fleuve Chari qui a atteint le pic de crue avec une hauteur de 8,14 mètres, le niveau le plus élevé depuis une décennie et plus d'un mètre par rapport au niveau record enregistré en 1961. Les pluies et le débordement du fleuve ont submergé les canaux de drainage et les digues, obligeant plus de 190 000 personnes à fuir leurs maisons et se réfugier dans les 20 sites d'hébergement mis en place par les autorités autour de N'Djamena.

Le Plan de Réponse conjoint Gouvernement-Humanitaires développé pour une réponse pour la période octobre-décembre 2022 et qui ciblait 800 000 a été financé au 40%, laissant un gap d'environ 42 millions de dollars USD du total des 70 millions demandés. Cependant, avec les ressources disponibles, la communauté humanitaire a pu fournir une réponse humanitaire multisectorielle dans plusieurs provinces et notamment dans la ville de N'Djamena et le Lac.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a jusqu'à présent fourni une aide alimentaire à près de 240 000 personnes. Pour leur part, l'Agence

des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont fourni un abri à 20 000 personnes. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) fournissent un soutien sanitaire essentiel. Plus de 25 000 femmes et filles ont bénéficié de services de santé génésique et de soutien en cas de violence sexiste. Un total de 70 000 personnes, dont 31 000 enfants dans les camps de déplacés, ont accès à des médicaments et à des moustiquaires. Plus de 25 espaces d'apprentissage temporaires et des kits éducatifs ont également été offerts aux enfants touchés par les inondations par l'UNICEF et l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) se concentrent sur une reprise rapide et résiliente.

J'estime qu'avec le retrait de l'eau dans la ville de N'Djamena, à partir de fin décembre et début janvier, nous espérons un retour spontané de certains déplacés dès les sites vers leur lieu d'habitation habituelle. Les partenaires humanitaires vont continuer à soutenir les efforts du Gouvernement d'assurer un retour durable dans la sécurité et l'accès aux services de bases et aux moyens de subsistance.



Violette Kakyomya,
Coordonnatrice résidente du système
des Nations Unies
et Coordinatrice Humanitaire



Fondée en 1951, l'**Organisation Internationale pour les Migrants** est la **principale organisation intergouvernementale dans le domaine de la migration** et travaille en étroite collaboration avec les partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et non-gouvernementaux.

Avec 175 Etats membres, 8 autres Etats ayant le statut d'observateur et des bureaux dans plus de 100 pays, l'OIM est dédiée à la promotion de la migration humaine et ordonnée pour le bénéfice de tous. Elle le fait en fournissant des services et des conseils aux gouvernements et aux migrants.

L'OIM travaille pour aider à assurer la gestion humaine et ordonnée des migrations, à promouvoir la coopération internationale sur les questions de migration, pour aider à la recherche de solutions pratiques aux problèmes de migration et de fournir une assistance humanitaire aux migrants dans le besoin, y compris les réfugiés et les personnes déplacées internes.

La Constitution de l'OIM reconnaît le lien entre la migration et le développement économique, social et culturel, ainsi que pour le droit à la liberté de mouvement.

L'OIM travaille dans les quatre grands domaines de la gestion de la migration:

- **Migration et développement**
- **Faciliter la migration**
- **Réglementer les migrations**
- **La migration forcée.**

D'autres activités de l'OIM qui transcendent ces domaines comprennent la promotion du droit international de la migration, le débat et les orientations politiques, la protection des droits des migrants, la santé des migrants et la dimension sexospécifique de la migration.



La Cheffe de mission OIM s'exprime...

Par François Xavier



ECHO SNU: Pouvez-vous nous présenter l'OIM et ce que l'Organisation réalise comme activités au Tchad ?

Mme Anne Kathrin Schaefer: L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) est la principale organisation intergouvernementale dans le domaine de la migration et est attachée au principe selon lequel une migration humaine et ordonnée profite aux migrants et à la société. L'OIM est présente au Tchad depuis 2009, une année importante durant laquelle l'expertise de l'Organisation a été sollicitée pour soutenir les opérations de retour des Tchadiens qui étaient bloqués en Libye alors que les tensions dans le pays s'enlisaient. Depuis lors, notre portfolio s'est agrandi et aujourd'hui, l'OIM est l'une des principales organisations internationales travaillant notamment dans les urgences, le relèvement et la stabilisation communautaire, la consolidation de la paix, la protection des migrants vulnérables, la gouvernance des frontières, la lutte contre la traite des personnes, l'engagement avec la diaspora, et le renforcement des politiques migratoires pour le bien-être de tous.

ECHO SNU: Depuis quand êtes-vous au Tchad et qu'est-ce qui vous y marque le plus ?

Mme Anne Kathrin Schaefer: Je suis arrivée au Tchad au milieu de la crise libyenne en 2011, lorsque plus de 150 000 Tchadiens sont revenus de Libye en quelques mois. En collaboration avec les autorités locales et provinciales, les équipes de l'OIM ont créé un réseau de relais pour soutenir leur retour en toute sécurité dans leurs communautés d'origine et je suis resté à Faya pendant plusieurs années pour soutenir leur réintégration par le biais de programmes de stabilisation communautaire. Après avoir rejoint notre mission en RCA pour soutenir l'évacuation des migrants

tchadiens pendant la crise de 2013/2014, je suis revenue en tant que Cheffe de mission en début 2018. Le Tchad est un pays incroyablement diversifié et je n'ai jamais espéré être basée dans un endroit différent. Le travail effectué par nos équipes dans des endroits extrêmement reculés, les progrès réalisés au cours de la dernière décennie en matière de protection des migrants, des retournés et des populations déplacées et l'engagement du gouvernement tchadien dans la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations sont louables. À ce jour, j'ai vécu au Tchad plus longtemps que dans mon propre pays d'origine et j'ai eu le privilège de voyager très loin et de travailler avec des collègues, des communautés et des autorités incroyablement dévoués, créatifs et enthousiastes, qui me convainquent chaque jour que le Tchad et le peuple tchadien valent plus que ce que nous sommes actuellement en mesure d'offrir collectivement.



ECHO SNU: En tant que Cheffe de Mission, quels sont les moments les plus enrichissants mais aussi les plus difficiles auxquels vous faites/avez eu à faire face ?

Mme Anne Kathrin Schaefer: Être une jeune représentante d'une agence des Nations Unies n'est jamais facile, être une femme rend certainement les choses encore plus difficiles. Fait intéressant, ces défis n'ont pas été reproduits par les communautés et les autorités. Ayant l'opportunité de passer du temps avec les communautés, je peux avec une certitude absolue déclarer que le Tchad est l'un des postes les plus excitants que vous puissiez occuper dans votre carrière et je suis immensément reconnaissante d'avoir déjà eu la chance de servir ici deux fois. Honnêtement, le plus difficile pour moi ici est la chaleur. J'aime la neige et la glace, et la chaleur tchadienne, surtout dans le désert, est mon principal défi personnel. D'un autre côté, pouvoir travailler avec les équipes de l'OIM dans le désert lors d'opérations de recherche et de sauvetage, ou voir des abris d'urgence se transformer en maisons familiales et les migrants de retour et les communautés recommencer toute leur vie chez eux, est quelque chose de vraiment précieux.

ECHO SNU : Selon vous, pourquoi est-ce que la migration est-elle importante pour le Tchad ?

Mme Anne Kathrin Schaefer : La présence de l'OIM au Tchad n'est pas anodine. La réalité est que le Tchad est un pays avec un patrimoine migratoire riche mais inexploité pour son développement. Lorsqu'on parle de migration au Tchad on a parfois tendance à penser uniquement aux défis notamment la traite des personnes, l'assistance aux personnes déplacées internes, aux réfugiés, la protection des travailleurs migrants, et tous les autres besoins qui sont réels et que je ne néglige pas.

Mais la migration au Tchad est aussi pleine d'opportunités. Par exemple le domaine des transferts de fonds reste totalement inexploité malgré le fait qu'une récente étude montre qu'ils permettent d'amortir les dépenses des ménages à N'Djamena. Il y a aussi un fort potentiel dans le transfert des connaissances de la diaspora tchadienne pour soutenir le développement des secteurs innovants tels que le solaire, l'éducation et la santé. N'oublions pas aussi que les migrants contribuent économiquement et

socialément dans leurs communautés d'accueil, d'où la nécessité qu'ils soient protégés. Enfin, voir certaines questions telles que la transhumance sous le prisme de la migration, nous ouvre à des solutions différentes par exemple sur les questions des conflits agropastoraux.

Tout cela pour dire que le Tchad gagnerait énormément à renforcer sa gouvernance des migrations, et l'OIM continuera son appui.



INONDATIONS AU TCHAD

Le changement climatique à l'origine?

Par Aristide Dingamdoum

Plus 636 localités touchées par les inondations/ Les chiffres parlent d'eux-mêmes

Le réchauffement climatique continue de causer assez de catastrophes naturelles dans beaucoup du monde et dans les pays sahéliens. Le Tchad, déjà exposé aux différents aléas dus aux changements climatiques (vagues chaleurs, vents violents, sécheresses et inondations) a connu une des inondations les pires de son histoire. En 2022, des pluies diluviennes et la crue annuelle excédentaire des fleuves Chari et Logone ont entraîné des inondations ayant fortement affectés les populations. Sur les 23 provinces du pays, 19 ont été touchées par ces inondations affectant 1,4 millions de personnes. Parmi les conséquences de ces inondations, il a été rapporté la destruction de plus de 350 000 hectares des cultures, 20 000 têtes de bétails, la destruction de 80 000 maisons d'habitations et un nombre important d'écoles, de centres de santé et d'infrastructures d'utilité publique.

Ces chiffres montrent à suffisance le seuil d'alerte qui nécessite une synergie d'action gouvernement/partenaires au développement pour qu'une solution concrète et rapide soit trouvée afin de sauver les vies humaines exposées aux intempéries de toutes sortes.

En effet, les effets du changement climatique font que les rivières sortent de leur lit provoquant ainsi des inondations. Cette montée des eaux de crue reste constante et les séquelles sont encore visibles. Le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), partenaire privilégié du gouvernement tchadien, a, dans son programme anticipé sur les menaces liées aux changements climatiques en mettant en œuvre les projet gestion communautaire des risques climatiques au Tchad, (PGCRCT) et le Projet National d'adaptation aux Changements climatiques (PNA). Ces projets qui effectuent un travail de sensibilisation et de préparation des populations par rapports les aléas climatiques.

En plus du travail d'éveil de conscience des populations, une aide d'urgence s'avère important pour soutenir les familles sans abris. Car plus de la moitié de la population tchadienne est touchée par ces inondations. C'est ainsi que le PNUD, dans la synergie d'actions en guise de réponse humanitaire lancé par le système des Nations Unies au Tchad, a construit sur le site des sinistrés de Farcha Milezi, 123 abris pour 100 familles, soit environ 800 personnes.



Plus de 190 000 personnes sinistrées par les inondations à N'Djamena

Par Augustin Zusanné



Depuis le 8 septembre, des pluies diluviennes se sont abattues dans le sud du pays, entraînant le débordement des fleuves Chari et Logone (qui se rejoignent dans la capitale N'Djamena). Cela a inondé les habitations dans la capitale, particulièrement au 1^{er} et au 9^e arrondissement, chassant de leurs domiciles plus de 190 000 personnes (28 907 ménages) qui se sont réfugiées chez des proches ou dans des espaces collectifs tels que les écoles ou les espaces extérieurs de N'Djamena. Le Gouvernement, en collaboration avec ses partenaires, a identifié 20 sites dans et autour de N'Djamena pour accueillir les sinistrés comme le montre la carte ci-dessous. Ces inondations sont donc consécutives à la fois aux précipitations abondantes qui sont enregistrées à travers le pays, et au débordement des cours d'eau et/ou à la rupture de digues. Selon les données collectées de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), de l'Université de N'Djamena et de la Direction des Ressources en Eau du ministère de l'Eau et de l'assainissement du Tchad, le niveau du

fleuve Chari à N'Djamena diminue depuis quelques semaines. Ce niveau est passé de 8,14m le 13 novembre à 7,68m le 27 novembre. **Des besoins multisectoriels importants**

Les personnes affectées par les inondations ont quasiment tout perdu dans cette catastrophe naturelle, allant de leurs stocks de nourriture aux articles ménagers essentiels (couvertures, matelas, nattes, ustensiles de cuisine). Leurs points d'eau et latrines ont également été totalement engloutis par les eaux. Sur les sites où ils ont été accueillis, les sinistrés ont des besoins multisectoriels dont les plus critiques se situent dans les secteurs d'Eau, hygiène et assainissement (EHA, y compris le ramassage des déchets), et d'Abris-AME, notamment sous forme de moustiquaires et de couvertures, particulièrement pendant cette période où les températures commencent à baisser la nuit et le matin. La santé et l'éducation font également partie des besoins prioritaires.

La réponse humanitaire facilitée par la coordination

Face à l'inondation imminente de certaines localités Lac par le débordement du fleuve Chari, les acteurs humanitaires soutiennent les autorités locales pour faire face à la crise. Un comité de crise a été mis en place par le gouvernement, réunissant les capacités techniques du gouvernement et celles de la communauté humanitaire. Du côté de la communauté humanitaire, les 8 clusters (Education, Protection, Santé, Abris-AME, CCCM, WASH, Sécurité alimentaire et Nutrition) sont actifs sur le terrain et se réunissent régulièrement pour coordonner la réponse multisectorielle. Afin d'améliorer la coordination des activités et la collecte des données, OCHA a mis en place une réunion régulière du ICC.

Il faut plus de financement

27,4 millions de dollars américains, soit 39% des fonds requis pour une réponse multi-sectorielle appropriée ont été reçus (18M) ou engagés (9,4M) au 28 novembre 2022. Cela inclut la requête du gouvernement pour un financement auprès de la Banque mondiale pour un montant de 5 millions de dollars pour la réponse aux inondations, au titre de la fenêtre de réponse immédiate. À la demande du HCT au Secrétariat du CERF, une enveloppe supplémentaire de 4 millions de dollars a été accordée pour soutenir la réponse à N'Djamena et dans la province du Lac. Même avec les contributions engagées, il reste encore

un déficit de 44,2 millions de dollars US pour couvrir entièrement les besoins des 800 000 personnes ciblées par le plan conjoint de réponse aux inondations qui a une durée de 3 mois.

La province du Lac menacée

Pendant que les eaux continuent de se retirer à N'Djamena, la situation est préoccupante dans la province de Lac. Les eaux du Logone et du Chari se déversent dans le Lac Tchad, engloutissant ainsi les petites îles créées par le rétrécissement de la superficie du lac et sur lesquelles vivent des personnes. Au 7 décembre, 184 000 personnes sont touchées par ces inondations et auxquelles il faut ajouter les 45 000 personnes sinistrées des inondations pluviales entre août et octobre dans la province ; ce qui porte le bilan actuel à 229 000 personnes touchées dans toute la province. L'Equipe humanitaire pays (EHP) s'est rendue dans la province du Lac le 14 novembre pour rencontrer le comité de gestion de crise mis en place par le gouverneur le 7 novembre et évaluer les besoins et le niveau de préparation sur le terrain afin de planifier une réponse appropriée. Une note de plaidoyer est en cours de rédaction pour renforcer la communication sur le besoin urgent de financer la réponse humanitaire dans la province du Lac.



Des transferts monétaires pour rendre leur dignité aux personnes sinistrées

Par Fragkiska Megaloudi



À la mi-octobre, Sylva* préparait ses jeunes enfants pour l'école dans un quartier modeste de la capitale tchadienne, N'Djamena, lorsqu'elle a remarqué que des eaux de crue entouraient sa maison. Elle a pataugé dans l'eau pour emmener ses enfants à l'école, mais à son retour, elle a constaté que l'eau était déjà montée rapidement. Malgré cela, Sylva n'est pas partie, dans l'espoir que la situation se stabilise. Cette nuit-là, elle a été brusquement réveillée par l'eau qui entraînait dans sa maison.

Elle a essayé de sauver la maison, mais lorsqu'un mur s'est effondré et a failli tuer son plus jeune fils, elle n'a eu d'autre choix que de partir. *"Nous étions dans des eaux profondes. J'ai attrapé mes plus jeunes enfants pour les sauver. Nous avons tout perdu dans ces inondations. Tout ce que j'ai pu sauver, ce sont des casseroles et des poêles"*, soupire la mère de neuf enfants.

Les inondations ne sont pas rares pendant la saison des pluies au Tchad, qui s'étend généralement de mai à octobre dans les régions du sud. Mais cette année, le pays a connu les plus fortes précipitations

jamais enregistrées depuis le début des années 1960, ce qui a déclenché une crise environnementale et humanitaire, conduisant le gouvernement tchadien à déclarer l'état d'urgence le 19 octobre 2022.

Plus d'un million de personnes ont été directement touchées au Tchad (dans la capitale N'Djamena et dans 19 des 23 provinces du pays). À N'Djamena, les pluies ont submergé les canaux de drainage et les digues et ont fait déborder les fleuves, obligeant des milliers de personnes à fuir leurs maisons inondées. Plusieurs quartiers de la capitale n'étaient plus praticables que par pirogues, et les familles ont été contraintes de les utiliser pour traverser les rues où se trouvaient autrefois leurs maisons. Lorsqu'elle a perdu sa maison, Sylva s'est réfugiée à Milezi, un site pour personnes déplacées par les inondations, situé dans le 1er arrondissement de N'Djamena. Le site était autrefois un champ vide où les enfants jouaient au football. Environ 1 435 familles, soit plus de 8 500 personnes, vivent désormais dans des tentes et des abris de fortune et dépendent de l'aide humanitaire pour subvenir à leurs besoins les plus importants.

Après quelques jours dans le site, Sylva avait dépensé tout l'argent qu'elle avait apporté avec elle et a commencé à emprunter de l'argent à d'autres sinistrés pour compléter les rations alimentaires fournies par les agences humanitaires et le gouvernement. Les personnes déplacées dans les environnements urbains ont recours à divers mécanismes d'adaptation négatifs, notamment en mangeant moins ou des repas plus petits, en dépensant leurs économies, en vendant les biens qu'elles possèdent encore et en empruntant de l'argent pour se nourrir. Cela aggrave davantage leur situation déjà précaire.

Les populations urbaines pauvres sont fréquemment exposées à des risques naturels dont l'intensité peut varier. Dans un contexte de pauvreté et de marginalisation, leurs besoins peuvent être complexes. Pour les personnes touchées, les

programmes de transferts monétaires constituent une forme de réponse humanitaire qui peut être utilisée pour répondre aux besoins urgents et/ou rétablir les moyens de subsistance.

En plus de permettre aux gens de répondre à leurs besoins alimentaires, de faciliter leur accès aux services de base et de soutenir les stratégies de subsistance d'urgence, ces transferts renforcent également les entreprises locales dans les communautés d'accueil, confrontées au défi d'opérer sur des marchés perturbés. Les partenaires humanitaires étendent l'aide alimentaire d'urgence et les systèmes de transfert d'argent pour répondre aux besoins humanitaires urgents des personnes touchées par les inondations à travers le Tchad.



Entre août et novembre 2022, le Cluster Sécurité Alimentaire (ACF, Care, Concern, IRC, Oxfam, PAM, RRM et World Vision) a apporté une aide alimentaire d'urgence à plus de 197 600 personnes touchées par les inondations en leur fournissant des repas chauds, des biscuits à haute teneur énergétique (HEB), des rations en nature et des transferts monétaires dans les provinces touchées par les inondations au Barh-el-Gazel, Guera, Kanem, Lac, Logone Occidental, Logone Oriental, Mandoul, Mayo-Kebbi Est, Ouaddai, Sila et Tandjilé, ainsi que dans dix sites de sinistrés à N'Djamena.

Célestine, 22 ans, a fui vers le site de sinistrés de Milezi lorsque sa maison à Walia-Ngosso a été inondée. Son mari était à l'étranger à ce moment-là et elle n'a plus eu de nouvelles de lui depuis.

Pour cette mère de deux jeunes enfants âgés d'un et de quatre ans, le plus grand défi était de trouver des moyens de reconstruire sa vie. Ainsi, pour subvenir aux besoins de sa famille, elle a commencé à vendre du gombo et de petites marchandises comme des épices, de la pâte d'arachide et des condiments de cuisine.

" Je peux gagner entre 1000 et 2000 (XAF), mais aujourd'hui nous sommes trop nombreux [à vendre des petits produits] ", explique-t-elle. Le commerce de Célestine lui permet d'acheter un peu de nourriture, mais elle ne peut pas économiser suffisamment d'argent pour reconstruire sa maison détruite par les inondations. C'est une situation courante pour les personnes déplacées par des inondations ou d'autres catastrophes - elles investissent dans des activités économiques à petite échelle pour générer quelques revenus, mais cela ne suffit pas toujours pour atteindre l'indépendance financière.

Célestine prévoit d'investir l'argent qu'elle reçoit via les programmes de transfert d'argent pour développer son entreprise, dans l'espoir que cela lui apporte la sécurité financière dont elle et sa famille ont besoin.

Les différents programmes de transferts monétaires, tels que l'aide alimentaire, les abris et les articles non-alimentaires, permettent aux familles d'avoir une certaine dignité, ainsi qu'une certaine autonomie dans la prise de décisions concernant la gestion de leurs foyers. En ce sens, les interventions monétaires soulagent quelque peu la détresse psychologique liée au sentiment d'impuissance que ressentent les personnes touchées par une catastrophe.



Les programmes de transferts monétaires peuvent avoir plusieurs impacts positifs durant la réponse aux urgences, car ils permettent aux populations touchées de faire des choix concernant leurs propres besoins. Ils peuvent aussi stimuler les marchés locaux, et sont à la fois rentables et rapides à mettre en œuvre.

Cependant, les transferts d'argent peuvent également entraîner des risques, notamment en matière de protection et de violence contre les femmes, si une analyse des risques n'est pas effectuée et si les mesures d'atténuation correspondantes ne sont pas prises en compte. Par conséquent, les programmes basés sur les transferts monétaires doivent être fondés sur des évaluations solides de la faisabilité et des risques de protection afin d'éviter tout effet néfaste potentiel sur les bénéficiaires, sur la dynamique des ménages ainsi que sur la dynamique communautaire.

Pour aider les gens à satisfaire leurs besoins alimentaires urgents, les membres du Cluster Sécurité alimentaire ont travaillé avec des partenaires humanitaires pour assurer une assistance alimentaire inconditionnelle via des transferts monétaires à 161 640 personnes (26 940 familles) entre août et novembre 2022.

Cependant, sur les 29,5 millions de dollars nécessaires pour fournir une aide alimentaire d'urgence et un soutien aux moyens de subsistance à 405 000 personnes touchées par les inondations dans tout le pays entre octobre et décembre 2022, seuls 4,7 millions de dollars, soit environ 16 %, ont été mobilisés depuis le début de l'urgence. En fonction des besoins à N'Djamena et au Lac, des fonds supplémentaires sont nécessaires pour venir en aide aux populations touchées.

Pour les mères célibataires, comme Sylva, qui ont tout perdu dans les inondations, la priorité est de nourrir leur famille.

"J'utiliserai l'argent pour acheter des produits alimentaires et quelques vêtements pour mes enfants", explique Sylva. "Je ne peux pas penser aux affaires avant d'être sûre que mes enfants ont assez à manger", ajoute-t-elle.

COORDINATION DE CASH TRANSFERTS

Le nouveau modèle de coordination de cash transferts de l'IASC, qui a déjà été adopté par l'équipe humanitaire au Tchad, établit que la coordination de cash doit être dirigée par le groupe de coordination inter-clusters (ICCG) avec un groupe de travail sur le cash (CWG) qui mène le travail quotidien et qui est responsable devant l'ICCG. Conformément aux nouvelles directives, la gouvernance du CWG au Tchad est partagée entre deux co-présidents : OXFAM en tant que coprésident non programmatique et OCHA en tant que coprésident programmatique. Le Groupe de Travail Cash a des liens forts avec les clusters, qui sont représentés dans ses membres et restent responsables du cash lié à leurs réponses sectorielles.



UNFPA offre des services de santé de Reproduction aux sinistrés

Par Abdel-Aziz HAMDAN

Dès les premières heures de la crise, dans l'esprit « ONE UN », l'UNFPA s'est joint aux autres agences des Nations Unies et acteurs humanitaires pour appuyer le gouvernement afin d'apporter un appui urgent aux populations affectées. Comme dans toutes les crises humanitaires, les femmes et les filles sont parmi les plus vulnérables et les plus exposées. Dans la vision de **zéro décès maternel, zéro grossesse non désirée et zéro Violence Base sur le Genre**, l'UNFPA a dressé 6 tentes à Toukra, Milezi et Koundoul afin d'assurer d'une part les services cliniques en santé de la reproduction par des sages femmes humanitaires et d'autre part pour la prise en charge psychosocial et de référencement en cas de VBG.

Afin de répondre aux besoins de la santé maternelle et infantile dans les sites des sinistrés, l'UNFPA a appuyé le gouvernement pour offrir de service en Santé de la Reproduction. Des sages femmes sont rapidement mobilisées puis déployées au poste de santé installé à cet effet. Les femmes enceintes sont reçues pour les consultations prénatales. Des produits de contraception moderne sont disponibles et donnés aux femmes qui désirent les prendre.

Dans cette situation difficile dans laquelle se trouve la population sinistrée et relocalisée dans les sites aménagés à cet effet, toute l'équipe humanitaire du pays s'est mobilisée auprès du mouvement pour apporter soutien et réconfort. Ces inondations faut-il le rappeler ont engendré un désastre sans précédent. Le mal est profond et les visages des victimes sur les sites traduisent bien cet état d'âme. Assurer la protection et soulagement à ces personnes est pour

l'UNFPA une vocation et un devoir dont il s'acquitte avec fierté. Depuis le déclenchement de la crise l'UNFPA a distribués plus de 5 000 kits de dignité aux femmes enceintes et aux jeunes filles sur les différents sites. Ces kits permettront à ces femmes et jeunes filles de maintenir leur dignité et les protéger des éventuels risques de VBG.





DES JEUNES FILLES SENSIBILISENT LEURS PAIRS SUR LE SITE DE MILEZI ET LEUR DISTRIBUENT DES SERVIETTES HYGIENIQUES

Les jeunes filles et adolescentes constituent une frange fragile et vulnérable dans toutes les sociétés. En période de crise humanitaire cette vulnérabilité est davantage accentuée. D'où l'impératif de venir en aide à cette catégorie pour préserver sa dignité et son capital humain. C'est dans cet esprit qu'il est

organisé des séances de sensibilisation sur l'hygiène menstruelle par le réseau des jeunes. Une séance de sensibilisation suivie de la distribution des serviettes hygiéniques aux jeunes filles.

UN MATCH DE FOOTBALL POUR RETROUVER LA JOIE DE VIVRE DES JEUNES AFFECTÉS PAR LA CRISE DES INONDATIONS

C'est un terrain de football pris d'assaut par des supporters et une ambiance de fête que s'est déroulée le match organisé par l'UNFPA pour imprimer la joie dans les cœurs de ces jeunes sinistrés par les inondations. C'est la Représentante adjointe de l'UNFPA qui a donné le coup d'envoi du match en présence du Maire du 1er Arrondissement et du Président de la Ligue du Football du 1er Arrondissement. Le match a opposé l'équipe des jeunes du site de Milezi dénommée AMBASSADEURS DE L'UNFPA et celle des JEUNES DU QUARTIER MILEZI. Le score était de nul et vierge jusqu'à la fin du temps réglementaire. C'est après les séances des tirs au but que l'équipe des jeunes de Milezi l'a emporté par un score de 4 buts à 3.

UNFPA retient le sourire et la joie de vivre retrouvée par les jeunes dont les inondations ont eu raison de leur vie apaisée et épanouie.



L'OMS, porte secours en matière de prise en charge sanitaire

Par DIADHIOU Ndéye Coumba



Des pluies diluviennes et la crue annuelle des fleuves Chari et Logone ont entraîné des inondations ayant fortement affecté les populations. Sur les 23 provinces que compte le Tchad, les 18 ont été touchées par ces inondations contraignant plusieurs ménages à quitter leur domicile. Cette situation est de nature à engendrer de nombreuses maladies, de potentielles épidémies et peut occasionner des ruptures de soins pour les malades chroniques.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a alors mis à disposition du Ministère de la santé publique et de la prévention des kits de médicaments essentiels et de prise en charge de certaines maladies endémiques au Tchad. Il s'agit de kits de médicaments essentiels pour 1 000 personnes pendant 3 mois, de 100 kits paludisme pour la prise en charge de 3 000 personnes pendant 3 mois et de 2 kits choléra pour la gestion d'au moins 200 cas de Choléra.

Dans la capitale, Ndjaména, un quart de la ville a été submergée par les eaux et près de 100 000 personnes (5% de la population de Ndjaména) se retrouvent dans des centres d'accueil collectifs identifiés par les

autorités nationales selon rapport de situation N°3 du bureau de la coordination des affaires humanitaires – OCHA. Fort de ce contexte, l'OMS coordonne, par une gestion rationnelle des ressources, les interventions des différents partenaires du cluster santé Tchad pour la prise en charge de la santé primaire, de la santé de la reproduction, des violences basées sur le genre, de la santé mentale puis la prise en charge médicale d'urgence des populations affectées.

Ainsi, sous le lead de l'incident manager de l'OMS au Tchad, une équipe d'urgences sanitaires de trois épidémiologistes et d'un gestionnaire de l'information a été constituée pour accompagner le cluster santé Tchad puis appuyer la prévention et la riposte adéquate face à d'éventuelles épidémies. La surveillance des maladies chroniques étant de mise, une alerte a été lancée aux programmes VIH et Tuberculose pour assurer la continuité des services par la disponibilité des médicaments antituberculeux et ARV dans les camps de sinistrés. Grâce aux interventions des acteurs du cluster santé tels que Premier Urgence, ALIMA, Médecin Sans Frontière etc., des consultations médicales sont menées au quotidien, dans chacun de ces camps.



D'après le Responsable médical de Médecin Sans Frontière, Dr Patrick TAMBWE, « près de 120 consultations sont faites par jour et les maladies les plus récurrentes dans ces consultations sont le Paludisme, les Infections respiratoires aiguës puis les diarrhées et de temps en temps quelques infections cutanées. Les patients bénéficient ainsi d'un traitement ambulatoire avec une mise à disposition de médicaments gratuits ».

En dix (10) jours d'activités une moyenne de onze (11) patients en situation critique ont été référés à l'hôpital de la Paix de Ndjaména pour bénéficier d'une prise en charge plus adéquate. Pour Dr Patrick TAMBWE, le cadre d'échange permanent assuré par l'OMS à travers le cluster santé permet aux différents acteurs de discuter et de trouver des solutions face à certains défis dans ce contexte d'urgence.

Rappelons que dans le cadre de la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire 2022, l'OMS a soutenu

quatre (4) projets mise en œuvre à travers les différentes provinces du Tchad avec un budget global de 10 600 000 USD. Ces quatre projets ont particulièrement ciblé 1 417 822 des personnes affectées par la crise humanitaire au Tchad. Ils ont permis de fournir à près de 40 formations sanitaires des médicaments et des intrants essentiels (réactifs, intrants PCI etc.) pour la prise en charge médicale.

Les projets ont aussi soutenu le traitement de la malnutrition aiguë sévère chez 12 169 enfants au sein des familles vulnérables répondant à un taux national de malnutrition aiguë sévère encore très élevé (2,1%) selon l'enquête SMART de 2021. Pour les tous petits, des activités de vaccinations d'urgence ont été ainsi organisées et ont couvert plus de 400 000 enfants vaccinés dans les zones à risques. De même, les relais communautaires dans les districts sanitaires soutenus par le cluster ont été également capacités sur la communication sur les risques et engagement communautaire.

UNICEF plus près des sinistrés

Par Donaig Le Du



Les U-Reporters formés par l'UNICEF, héros des premières heures dans la réponse aux inondations à N'Djamena

Le dimanche 16 octobre 2022, sur la principale artère qui traverse le 9eme arrondissement de N'Djamena, des milliers de personnes désemparées contemplant ce qu'il reste de leurs quartiers envahis par les eaux. Certains ont trouvé refuge sur des toits de maisons, d'autres serrent contre eux les quelques affaires qu'ils ont pu sauver avant que l'eau ne s'engouffre dans leurs maisons. Pendant ce temps, les U-Reporters s'affairaient à remplir des sacs de terre pour tenter de renforcer les digues.

« Aidez-moi » crie une adolescente de 14 ans, portant son petit frère sur son dos. Elle a réussi à grimper sur une digue qui menaçait de céder. Un jeune U-Reporter entre dans l'eau et porte les enfants sur son dos, jusqu'à la terre ferme. Les inondations à N'Djaména ont atteint cette année des proportions inédites.

Après des inondations pluviales provoquées par la saison des pluies la plus abondante enregistrée au cours de ces trois dernières décennies, les rivières Chari et Logone, qui arrosent la capitale tchadienne sont sorties de leurs lits. Les routes se sont transformées en rivières, les maisons se sont effondrées et de nombreuses personnes sont blessées.

« Les premières images et vidéos postées sur les réseaux sociaux, ont été le déclic de notre engagement », témoigne Célestin Maoundombaye, U-Reporter du quartier Boutalbagar et membre de la plateforme Eco-engagement jeunes de l'UNICEF.



Dès le jeudi 13 octobre 2022, les premiers U-Reporters ont porté secours à de nombreux sinistrés. Avec des moyens rudimentaires, radeaux, pirogues, et parfois même sur leurs dos ou sur leurs têtes, ils ont aidé à évacuer des enfants et des personnes âgées coincés dans les maisons, où le niveau de l'eau atteignait parfois 2 mètres. « Lorsque nous sommes arrivés sur les lieux, une digue menaçait de céder. Nous avons acheté des sacs et les avons rempli de terre ; cela a permis de maintenir la digue » confie Maoundombaye Célestin. Quelques semaines auparavant, alors que les inondations menaçaient la ville, les équipes de l'UNICEF, à travers la plateforme U-Report, avaient formé des jeunes sur l'action humanitaire, en les outillant notamment sur les mécanismes de réponse rapide aux urgences et au plaidoyer. Dans cette optique, les jeunes se sont constitués en réseaux qu'ils ont appelé « communautés U-Report ». Dès lors, la communication et la mobilisation étaient facilitées et la réponse aux inondations a pu être lancée en un temps record. « Auparavant, nous ne savions pas que nous pourrions sauver des vies. Après la formation délivrée par l'UNICEF, nous avons compris nous pouvons faire quelque chose et nous le prouvons aujourd'hui sur le terrain » poursuit Celestin.



La présence des jeunes vêtus de T-shirts aux couleurs de U-report, rassure, comme l'explique mère de famille. « Je ne savais pas qu'il existait encore dans ce pays des jeunes avec une telle bienveillance. Que le Seigneur les bénisse et les préserve des serpents qui pullulent actuellement dans l'eau » dit-elle. Près de deux cents jeunes U-Reporters, filles et garçons, se sont mobilisés à N'Djamena pour porter secours aux sinistrés. Après avoir aidé à sauver des vies, les U-Reporters ont aidé des équipes de l'UNICEF en distribuant plus de 400 moustiquaires imprégnées aux familles victimes des inondations installées sur un site de relocalisation temporaire. Les jeunes U-Reporters qui sont sur le terrain continuent de mobiliser d'autres communautés U-Report, et s'organisent également pour la suite des activités de réponse ; ils sont conscients que de grands défis sont à venir après la relocalisation des sinistrés, notamment sur des besoins liés à l'hygiène et à l'assainissement, et la prévention aux maladies et épidémies que pourraient engendrer la promiscuité et les conditions de vie précaires.





Plus de 15 000 personnes qui ont tout perdu lors des inondations à N'Djamena, sont temporairement installées sur le site de Toukra. Pour freiner les risques d'épidémies et assurer des conditions d'hygiène décentes aux déplacés, l'UNICEF et ses partenaires construisent des latrines d'urgence

Les équipes de l'UNICEF sont mobilisées aux côtés des populations sinistrées suite aux inondations à N'Djaména. Mariana Stirbu, Représentante adjointe de l'UNICEF Tchad a échangé avec les familles sur les besoins des enfants et des femmes relogés temporairement sur le site de Toukra.



En vue d'améliorer les conditions des populations sinistrées, le Ministère de la Santé Publique du Tchad en collaboration avec l'UNICEF a procédé à la distribution de kits à 2 000 ménages touchés par les inondations dans le 7ème et le 9ème arrondissement de la ville de N'Djamena. Ces 2,000 kits qui permettront d'assister plus de 12.000 personnes, ont été distribués avec l'appui de la Fédération Luthérienne Mondiale The Lutheran World Federation et la commune.

De nombreuses familles ont perdu leur maison par suite des inondations à N'Djamena ; et sont relocalisées sur différents sites de la capitale. L'UNICEF leur permet d'avoir un abri ainsi que du matériel de première nécessité, tels que des moustiquaires, des couvertures et des kits de dignité.



Le HCR achemine par avion une aide d'urgence pour les personnes affectées par la montée des eaux des fleuves Logone et chari

Par Aristophane Ngargoune



Le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, a acheminé 20 tonnes d'aide d'urgence grâce à un vol cargo spécial pour les sinistrés suite au débordement des fleuves Chari et Logone, depuis son stock global à Accra. Cette donation du Gouvernement Suisse avec l'appui du HCR vient soutenir les efforts du Gouvernement Tchadien à la suite de la déclaration de l'état de catastrophe naturelle faite par le Président de la transition, le 19 octobre 2022. Le pont aérien organisé comprenait 300 tentes familiales. Ce secours d'urgence a permis de répondre aux besoins humanitaires en termes d'abris à quelques 1800 sinistrés. Sur le site des sinistrés de Toukra 2 dans le 9eme arrondissement, Suzanne et ses deux filles ont été installées dans une tente. Elle se réjouit en ces termes : « cette tente nous protégera des intempéries. Ma grossesse est à terme et j'attends à accoucher les prochains jours ». « Depuis le début des inondations, les réponses du gouvernement, des agences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales ont été considérables. Ces tentes

familiales permettront aux milliers de sinistrés installés sur le site de Toukra 2 de se protéger des intempéries. Au niveau du pays, la réponse du HCR se situe au niveau des abris/AME (articles ménagers essentiels), de la coordination des camps et de la protection », a déclaré Roberta Montevecchi, Représentante Assistante chargée des opérations au HCR / Tchad. Pour le Directeur coopération suppléant du Bureau de la Coopération Suisse au Tchad, HANS Rudolf Felber, « la mobilisation des fonds supplémentaires de la Suisse ont permis la donation de ces tentes qui contribueront à appuyer le gouvernement dans la réponse à la situation des inondations. Nous restons aux côtés de ces Tchadiens et Tchadiennes affectées par les inondations ». Réceptionnant les bâches, le Secrétaire général du ministère du genre et de la solidarité nationale a témoigné sa reconnaissance au HCR et à la Coopération Suisse pour cette donation qui contribuera à protéger ces milliers de personnes vulnérables exposées aux intempéries.

Le HCR sensibilise sur la journée mondiale de lavage des mains

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés et ses partenaires ont organisé des séances de sensibilisation sur l'importance de lavage des mains (à travers des sketches) les 13 et 14 octobre 2022 dans les camps réfugiés camerounais de Kalambari et Guilmei. Ces animations de sensibilisation ont été suivies des démonstrations de bonnes pratiques de lavage des mains. Dans ces deux camps de réfugiés, les activités ont vu la participation des communautés réfugiées et tchadiennes. Au 31 octobre 2022, 35,937 réfugiés camerounais vivent dans les provinces de N'Djamena et de Chari-Baguirmi.



Le 01 octobre 2022, le monde entier a commémoré la 32eme Edition de la Journée internationale des personnes âgées. Au Tchad, la 16eme Edition de cette journée a eu pour thème : *œuvrons pour la solidarité en faveur des personnes âgées y compris les réfugiés pendant cette période de transition*. A la maison nationale de la femme tchadienne, la commémoration de cette journée a vu une forte participation des réfugiés vivant en milieu urbain (à N'Djamena) et ceux des camps de Kalambari et de Guilmei. Au cours de cette journée, les réfugiés ont présenté un sketch sur la vie des personnes âgées en situation de déplacement et formule des remerciements au Gouvernement, au HCR et ses partenaires.

Le bureau terrain du HCR à N'Djamena et ses partenaires ont organisé du 04 au 16 octobre 2022 une caravane de sensibilisation sur les thématiques liées aux violences basées sur le genre dans les camps et sites des réfugiés camerounais (Guilmei et Kalambari). C'est à travers les pièces théâtrales (présentées en langue locale et interactive) que cette caravane a été organisée dans les camps et sites des réfugiés camerounais dans les provinces de N'Djamena et du Chari Baguirmi.



METTRE FIN AU RACISME



BÂTIR LA PAIX



**JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LA PAIX**

21 septembre 2022
#peaceday
un.org/peaceday



**NATIONS UNIES
TCHAD**

BP. 906 – N'Djamena
Le Bureau de la Coordination du système des Nations Unies est situé sur
l'Avenue Idriss Miskine Rue 1044_Porte 530 au quartier Klemat



@OnuTchad



@OnuTchad



@OnuTchad



<https://chad.un.org/>